Ronald DWORKIN, *Justice pour les hérissons. La vérité des valeurs*

Trad. de l'américain par John E. Jackson, Genève, Labor et Fides, coll. Le Champ éthique, 2015, 553 pages

Laurent Husson

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10643>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10643

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 472-475

ISBN : 9782814302839

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Laurent Husson, « Ronald DWORKIN, *Justice pour les hérissons. La vérité des valeurs* », *Questions de communication* [En ligne], 29 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10643> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10643>

Dans la troisième partie, « Villes rêvées et projections utopiques », Laurence Grandchamp analyse la colonisation de l'Amazonie (pp. 133-153) : les plans « rationnels » de colonisation agricole, à partir de 1970, se sont heurtés à la réalité, à la fois naturelle (le « quadrillage » ignorait les reliefs et les points d'eau) et sociale (pp. 137-138). La colonisation crée de nouvelles invisibilités : celle des autochtones (exclus du projet, p. 147) puis celle des migrants (qui atterrissent dans des bidonvilles en marge des « villes nouvelles », p. 151). L'auteure (pp. 135-136) rappelle que la colonisation n'est pas nécessairement « externe » (une métropole/un pays sous-développé), mais peut être « interne » (la ville/la campagne).

Un autre type de ville rêvée apparaît avec l'exemple d'Alexandrie : Evaristo Breccia, archéologue italien, directeur du musée d'Alexandrie de 1904 à 1931, a forgé l'image d'une Alexandrie cosmopolite et tolérante, image reprise par Edward M. Forster et Lawrence Durrell, et qui s'est imposée, faisant oublier la réalité d'une Égypte sous emprise coloniale (Elena Chiti, pp. 170-183). Evaristo Breccia oppose une modernité à célébrer (celle apportée par les Européens, héritière du glorieux passé gréco-romain) et une modernité « arabe », négative et destructrice (p. 173) : les constructions arabes détruisent la ville hellénistique, y compris sur des terrains vagues qui devraient être exploités par des fouilles archéologiques, et l'auteur n'hésite pas à parler de « vandalisme » (p. 174). Le grand intérêt de cette analyse est de rappeler qu'il est faux d'opposer la « modernité » du colonisateur à l'« archaïsme » du colonisé, et qu'il peut y avoir ce qu'on pourrait appeler une modernité de l'autre.

Dans la dernière partie, « Stratégies de résistance », Roméo Terral (pp. 225-238) étudie l'extension urbaine de Pointe-à-Pitre (1928-1982). Jusqu'au milieu du ^{xix}^e siècle, la ville est planifiée selon un découpage orthogonal : à partir de la seconde moitié du ^{xix}^e siècle, se développe un urbanisme sauvage (qui correspond à un découpage social, mais qui est surtout une forme de résistance, ni violente ni frontale, néanmoins visible).

Catherine Repussard (pp. 187-202) consacre une étude passionnante à l'expropriation des Douala (Cameroun) par les autorités allemandes (1903-1914). Selon elle, loin d'être « des sauvages primitifs », les Douala sont des « sauvages civilisés » (p. 189) qui n'entrent donc pas dans le cadre conceptuel du colonisateur. Européanisés, germanisés, riches, ils représentent une élite *compradore*, pour reprendre le terme des théoriciens postcoloniaux (lesquels l'ont emprunté au marxisme, p. 198). Expropriés, ils utilisent

d'abord la juridiction de leur colonisateur pour tenter de faire respecter leurs droits, puis « la manipulation de la coutume inventée » (Terence Ranger, cité p. 200) en se présentant comme peuple originel et authentique, ce qui joue dans le sens des *völkisch* (p. 200). Leurs revendications seront impuissantes à empêcher le projet de fonder une ville « blanche et saine » (p. 192), refoulant les différentes ethnies locales dans l'arrière-pays, dans des régions marécageuses. Cet *apartheid* découle de la vision d'une hiérarchie des peuples héritée de Joseph A. de Gobineau et dont on sait la fortune au ^{xx}^e siècle. Avec cet exemple privilégié, Catherine Repussard souligne la distorsion du discours colonial et rappelle la notion – dérivée d'Homi Bhabha – d'espace tiers et de décentrement colonial (pp. 200-201).

La conclusion (pp. 239-243) insiste sur l'absence d'invariants, sur l'importance d'être attentif à la complexité des phénomènes : ainsi la résistance n'a-t-elle pas toujours été violente, elle « a aussi pris la forme du contournement, voire du détournement de la contrainte exogène » (p. 239). Une iconographie originale, dans un cahier central, complète l'ouvrage avec par exemple l'image de rassemblements de Sétifiens autour de la fontaine « magique » d'Ain el Fouara (pp. IV-V), ou la pittoresque photo des « membres de la famille Archibald visitant la prison de Berrima (Nouvelles Galles du Sud) » (p. VIII), où seules les femmes de la famille se retrouvent derrière des barreaux : image qui se voulait joueuse, mais qui métaphorise les relations genrées de pouvoir – une autre invisibilité.

Anne Roche

Gielam, Aix-Marseille Université, F-13000
roche.anne@wanadoo.fr

Ronald DWORKIN, *Justice pour les hérissons. La vérité des valeurs*

Trad. de l'américain par John E. Jackson, Genève, Labor et Fides, coll. Le Champ éthique, 2015, 553 pages

Cet ouvrage est le dernier de son auteur, décédé en 2013. Comme il le précise lui-même, « son titre est une allusion à un vers d'Archiloque, le poète grec de l'Antiquité, qu'Isaiah Berlin a rendu célèbre. Le renard sait de nombreuses petites choses, mais le hérisson en sait une grande » (p. 13). Face aux théories pluralistes et/ou sceptiques des valeurs et à celles développant l'idée d'une fondation non morale de la morale ou séparant l'éthique (le souci de la vie bonne) et la morale (nos devoirs envers autrui), « les valeurs éthiques et morales dépendent les unes des autres » (*ibid.*) et il peut y avoir du sens à parler d'une vérité morale.

L'ouvrage conduit de thèmes d'ordres métaphysique (partie 1) et méthodologique (partie 2) à des sujets d'ordres éthique (partie 3), moral (partie 4) et politique (partie 5). Pour Ronald Dworkin, l'éthique est l'ensemble des questions portant sur « ce que les gens devraient faire pour bien vivre, sur ce qu'ils devraient viser à être et à réussir dans leur vie » (p. 36) et les questions morales concernent « la manière dont les gens doivent traiter les autres » (*ibid.*). Le passage à la politique est une transition vers la morale collective.

La première partie, « Indépendance » (pp. 35-112), pose les conditions de toute argumentation dans les domaines moraux et politiques pour ne pas aboutir à un scepticisme ou un relativisme moral et reconnaître les désaccords authentiques de simples malentendus sur le sens des mots, puis pour comprendre dans quelle mesure on peut parler de vérité en morale. Ces différentes exigences impliquent une théorie intégrée de la vérité dans le domaine moral et réfute l'idée d'une fondation de la morale par autre chose qu'elle-même et tout projet de méta-éthique (p. 36). Ce souci d'intégration contre la présence de théories séparées différencie précisément le hérisson du renard. Voulant fonder l'indépendance et la spécificité du jugement moral, Ronald Dworkin se bat contre deux adversaires : le réalisme moral qui présuppose des entités morales (ce qu'il appelle « morons », p. 41, analogue des atomes dans le domaine moral) et le scepticisme qui rend impossible toute vérité ou tout jugement moral. À rebours de ces constructions, l'auteur part de « la manière ordinaire de voir les choses » (p. 37) fondée sur l'idée que « certaines opinions morales sont objectivement vraies » (p. 39). Cette dernière implique le raisonnement moral comme modalités de preuve et une approche intégrée – elle-même morale – du fondement de la morale (pp. 39-40).

Selon le scepticisme externe (pp. 53-83), « chacun se contredit lui-même si son propre jugement sceptique est lui-même un jugement moral » (p. 52) en l'absence de « morons », « faits » moraux analogue aux faits des sciences de la nature, et donc de jugement non moral sur ces faits. Se trouve aussi remis en cause le constructivisme de John Rawls qui s'avère un projet impossible (p. 81). Le scepticisme interne – dont la tradition remonte à l'antiquité – est plus dangereux par sa force et son caractère « désespérant » (p. 104), sa réfutation découlant de l'épistémologie du jugement moral de la deuxième partie.

Cette épistémologie du jugement moral est introduite (pp. 113-209) par la définition et l'analyse de la responsabilité morale (pp. 115-140, pp. 242-277) qui a pour enjeu « la manière dont il faut traiter les questions

morales » (p. 117). Pour Ronald Dworkin, « nous possédons tous des convictions morales irréflechies [...] déposées dans des notions [héritées] de nos parents et de notre culture et, peut-être, dans une certaine mesure des dispositions génétiques de notre espèce. Très jeunes, nous nous réclamons surtout de l'idée de ce qui est juste, puis nous acquérons et mettons en jeu des concepts moraux plus sophistiqués [...]. Plus tard [...], nous avons besoins d'opinions morales plus détaillées [...]. Nous formons et interprétons nos opinions morales de manière irréflechie, à la lumière des autres, l'interprétation reliant ainsi les valeurs. Nous sommes moralement responsables dans la mesure où nos différentes interprétations concrètes réalisent une intégration d'ensemble de manière à ce que chacune soutienne les autres dans un réseau de valeurs auxquelles nous adhérons de manière authentique » (*ibid.*). Ce « projet interprétatif » définit notre responsabilité morale comme vertu.

Une théorie de l'interprétation (pp. 141-175) doit prendre « en charge le sens et la possibilité de la vérité, mais elle doit aussi assumer le caractère ineffable de cette vérité, ainsi que le conflit [...] des opinions sur la question de savoir où se trouve cette vérité » (p. 149). Elle diffère de la science dans la mesure où « les propositions interprétatives ne peuvent pas être tout simplement vraies : elles ne peuvent être vraies qu'en vertu d'une justification interprétatives qui s'appuie sur un complexe de valeurs dont aucune ne peut être tout simplement vraie non plus » (p. 173). Dès lors, « une hypothèse interprétative vraie est vraie parce que les raisons pour l'accepter sont meilleures que les raisons pour accepter toute autre hypothèse concurrente » (*ibid.*), ce qui induit donc un point de vue holistique « actif » (*ibid.*). C'est donc au sein de l'interprétation et à partir de la pensée responsable et correcte que pourra venir la vérité de l'argument.

L'interprétation conceptuelle – dont relève le raisonnement moral (p. 176) – est la recherche du sens d'un concept utilisé par une communauté. Les concepts interprétatifs sont partagés « en reconnaissant que leur application correcte est fixée par la meilleure interprétation des pratiques dans lesquelles ils figurent » (p. 179). Pour le concept de justice, nous sommes d'accord pour dire « qu'il serait injuste pour un État de taxer la richesse produite par le travail des pauvres au seul bénéfice des riches paresseux et d'inculper et de punir quelqu'un dont on sait qu'il est innocent d'un crime » (p. 180). C'est sur des exemples-types de ce concept que s'engage un débat moral, la compréhension des concepts interprétatifs se faisant à partir de la pratique constituant une circularité structurelle propre à la sphère axiologique.

La troisième partie de l'ouvrage ouvre le « projet interprétatif » de Ronald Dworkin comme détermination d'un « standard éthique – une conception de ce que signifie bien vivre – qui puisse nous servir de guide pour l'interprétation des concepts moraux » (p. 213). Une « vie bonne » n'étant pas seulement une « bonne vie » (p. 217), notre « responsabilité de vivre » (p. 218) est éthique « par le simple fait de notre existence d'être conscient d'eux-mêmes avec leurs vies à mener [...] ». De ce fait, nous sommes requis [par cette responsabilité de vivre] à la manière dont nous sommes requis par la valeur de toute chose qui a été confiée à nos soins » (*ibid.*). De là, découlent deux principes. Le premier est le « le respect de soi [consistant à] prendre au sérieux sa vie » (p. 226). Le second est « l'authenticité [comme] responsabilité particulière et personnelle pour identifier ce qui doit compter comme réussite dans sa propre vie [...] à travers un récit cohérent ou un style qu'[on] endosse » (*ibid.*). Pour l'auteur, elle exige « que je sois responsable au sens de la vertu [...] et que j'accepte la responsabilité de relations » (p. 233) dans certaines configurations, ainsi qu'une « indépendance éthique » (p. 235) au regard de ma propre vie.

Passant à la morale (pp. 281-353), Ronald Dworkin postule que l'implication du respect d'autrui par le respect de sa vie tient au fait que « l'importance objective de votre vie se reflète ainsi dans l'importance objective de la vie des autres » (p. 286). Il faut alors « chercher des interprétations des deux principes qui soient convaincantes en elles-mêmes [...] et qui, au lieu de s'opposer, se renforcent l'une l'autre » (p. 289) pour discuter plusieurs cas spécifiques d'opposition potentielle entre ma responsabilité à l'égard de ma propre vie et le principe de la dignité de toute vie humaine. Leur résolution contribue à l'enrichissement de l'interprétation en termes de valeurs en fonction des principes et non à des « compromis » (p. 361).

La question des droits est introduite dans la cinquième partie (p. 357-448) avec, d'abord, la reformulation des droits politiques en termes « d'atouts face à des justifications politiques adéquates » (p. 358), notamment utilitaristes. Le traitement interprétatif des droits conduit l'auteur à redéfinir les droits de l'homme au sein de la sphère des droits politiques à partir du principe fondamental de la dignité humaine de la manière suivante : chaque homme a le droit d'être traité « comme un être humain dont la dignité importe de manière fondamentale » (p. 365). Dès lors, « les lois et les options d'une communauté politique particulière [sont acceptables si elles peuvent] raisonnablement être interprété[s] comme une tentative de respecter

la dignité de ceux qui sont soumis à son pouvoir, même si cette tentative devait échouer » (p. 366). Ainsi, « le comportement d'ensemble d'un gouvernement est défendable dans la perspective d'une conception intelligible [...] de ce qu'exigent nos deux principes de dignité ». Le raisonnement qui précède est aussi valable pour le principe de responsabilité à l'égard de sa propre vie, ce principe mettant en jeu les « droits libéraux traditionnels » (*ibid.*). Les droits de l'homme sont abstraits car ils doivent toujours être interprétés à la lumière de la dignité sans être fondés de manière extra-morale (par exemple, religieuse). C'est donc par le biais de l'interprétation contextualisée qu'on échappe au relativisme.

L'égalité (chapitre 16, pp. 382-394) et la liberté (chapitre 17, pp. 395-409) sont les concepts interprétatifs « qui dominent la politique et la philosophie de la politique » (p. 375). Ronald Dworkin remet en cause les théories utilitaristes de la justice distributive (p. 385), certaines des théories fondées sur les « capacités » (Amartya Sen, pp. 385-386) ainsi que des théories de l'égalité « ex post » (pp. 389-391) visant par compensation l'égalité réelle, l'auteur estimant qu'une théorie de l'égalité *ex ante* de type probabiliste (p. 393) « traite [chaque citoyen] comme si chacun d'eux avait fait ce que nous pensons que la plupart aurait fait » (p. 393). L'examen de la liberté négative comme indépendance (pp. 395-409) met en jeu le principe de la dignité personnelle et les conditions de « l'indépendance éthique » (p. 399). Sont étudiées le « paternalisme éthique » (p. 401), la liberté d'expression, la liberté de propriété et la liberté religieuse. L'analyse de la liberté positive (chapitre 18, pp. 410-431) conduit à poser les questions de la communauté politique et de son autogouvernement : la démocratie, dans ses conceptions « majoritaires [ou procédurales] et partenariales » (p. 414), cette dernière se liant « aux contraintes substantielles de la légitimité » (p. 415). La comparaison conduit au rejet de la démocratie majoritaire.

Le dernier chapitre (« Le droit », pp. 432-448) interroge les relations du droit à la morale sous l'angle particulier de la « pertinence morale quand il s'agit de définir ce que le droit exige sur un point particulier » (p. 433). Pour Ronald Dworkin, « ni le droit, ni la morale ne constituent des systèmes tout à fait indépendants l'un de l'autre » (p. 433) car l'auteur inclut « les principes qui fournissent la meilleure justification morale de ces règles » (*ibid.*), ainsi que les règles qui en découlent. Pour l'auteur lui-même, cette non-indépendance du droit et de la morale est nouvelle au regard de ce qu'il avait auparavant défendu.

Comme on le voit l'ouvrage brasse large et se présente comme un traité d'épistémologie et de méthodologie morale autant – voire même plus – que comme la définition d'une morale ou d'une politique particulière, les propositions spécifiques relatives à ces dernières étant ici examinées et développées en tant que preuves de la validité de l'interprétativisme comme cohérentisme se mettant à l'épreuve de l'expérience pour révéler, préciser et enrichir ses propres principes. Ce faisant, le scepticisme, le procéduralisme tout comme certaines conceptions substantielles de l'égalité se trouvent soumis à critique.

De ce point de vue, nous ne pouvons ici rendre compte de la diversité des sujets traités, de l'ensemble des doctrines discutées et des auteurs réinterprétés à l'aune de l'interprétativisme comme Platon et Aristote (pp. 205-209) ou Kant et nombre de contemporains anglo-saxons (Richard Rorty, John Rawls, Thomas M. Scanlon) ou non (Amartya Sen). De même, nous ne pouvons rendre compte de l'ensemble des questions abordées. Ceci étant dit, cette richesse rend la lecture de l'œuvre parfois difficile et sinueuse. De même – mais cet aspect est probablement lié à la structure même de l'interprétativisme développé par l'auteur en même temps que sa démarche juridique –, le lecteur est souvent enserré dans un réseau d'anticipations et de rétropections ainsi que de digressions qui rend parfois la lecture et le dégagement des thèses difficiles à saisir de manière précise. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un ouvrage essentiel concernant le fonctionnement des valeurs et leur mode spécifique d'existence. Ronald Dworkin dote ici la théorie juridique de principes développés dans ses ouvrages antérieurs (par exemple, *Prendre les droits au sérieux*, trad. de l'américain par M.-J. Rossignol et F. Limare, Paris, Presses universitaires de France, [1977] 1995 ; *Une question de principes*, trad. de l'américain par A. Guillaud, Paris, Presses universitaires de France, 1995) pour la dépasser et caractériser une unité non paternaliste de la morale et de la théorie juridique.

Laurent Husson

Écritures, université de Lorraine, F-57000
laurent.husson@univ-lorraine.fr

Béatrice FLEURY, Jacques WALTER, dirs, *Vies d'objets, souvenirs de guerres*

Nancy, PUN-Éditions universitaires de Lorraine, coll. Questions de communication Série actes, 2015, 340 pages

Depuis que le concept de « biographie des objets » a été forgé (voir notamment Igor Kopytoff, « The cultural biography of things : commoditization as process », pp. 64-94, in : Arjun Appadurai, éd., *The Social life of*

things. Commodities in cultural perspective, Cambridge, Cambridge University Press, 1986 ; Thierry Bonnot, *La Vie des objets. Dustensiles banals à objets de collection*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2002 et « Itinéraire biographique d'une bouteille de cidre », *L'Homme*, 170, 2004, pp. 139-163), nombre de recherches anthropologiques ont été menées sous ce label et sur la base de cette « construction ». Introduit et dirigé par Béatrice Fleury et Jacques Walter, l'ouvrage s'inscrit nettement dans cette voie et fourmille d'un très grand nombre d'exemples d'objets dont les parcours sont largement commentés ; objets émanant de situations de conflits, quelques fois anciens – si les catapultes et les pierriers *reconstitués* peuvent être considérés comme tels – ou très contemporains. La majorité des cas évoqués par des chercheurs universitaires relèvent du ^{xx}e siècle ou même du ^{xxi}e siècle, plongeant le lecteur en pleine actualité géopolitique. Pointons le fait que cette immersion rend d'ailleurs l'ouvrage particulièrement intéressant par la recontextualisation géopolitique des conflits actuels au Moyen-Orient comme en Ukraine.

Rien ne prédestinait ces objets à la conservation ; bien au contraire, la plupart d'entre eux étaient voués à la destruction ou au déchet. Plusieurs contributions de l'ouvrage relèvent la fragilité des objets des conflits, qui sans l'acuité de certains témoins seraient voués à l'oubli et à la disparition – et relatent les appels à la conservation des traces les plus ténues que constituent entre autres les carnets de notes des poilus, les journaux de tranchées, les insignes, les objets façonnés sur le terrain des combats, mais aussi les structures en tôles qui abritent les militaires ou servent à entreposer du matériel comme dans le chapitre « Histoire d'une demi-lune : la "boîte de conserve" devenue musée de la Seconde Guerre mondiale en Nouvelle-Calédonie » (Fanny Pascual, pp. 141-154) .

Plus d'une contribution montrent combien, davantage que l'objet, ce sont les symboles sous-jacents qui font sens et deviennent signifiants. Ainsi plaident-elles pour une certaine interchangeabilité des objets. Au Rwanda, la machette fut seulement l'un des instruments donneurs de mort, la lance, le gourdin, le couteau, le marteau, la massue, le fusil... furent aussi utilisés (Audrey Alvès, pp. 165-178). Place Maidan, en Ukraine, il y a eu le pneu, mais aussi le casque de chantier, le bidon d'essence vide, les pavés, les cocktails Molotov, les couvercles de poubelles (Galyna Dranenko, pp. 179-198)... La force singulière de certains d'entre eux réside dans le fait qu'ils synthétisent l'ensemble des sens symboliques (p. 190). Les parcours des objets et les changements de statuts, voire les mutations dont